

À propos des incendies de forêts incontrôlés dans le sud de l'Europe

Le 15 octobre, d'immenses feux de forêts ont ravagé de nombreux endroits dans le sud de l'Europe, entraînant des destructions d'une ampleur énorme et des pertes humaines et matérielles dramatiques. Une combinaison de plusieurs facteurs a généré une vague sans précédent d'incendies qui ont échappé à tout contrôle pendant des jours.

Des conditions climatiques anormales en octobre, avec notamment des températures élevées, des vents très forts engendrés par la tempête Ophelia et une période de sécheresse prolongée, ont frappé tragiquement forêts et paysages vulnérables, potentiellement explosifs. Le Portugal, la France, l'Italie, l'Espagne et d'autres pays d'Europe ont alors connu des jours particulièrement sombres.

Au Portugal, plus de 200 000 hectares sont partis en fumées, plus de 45 personnes ont perdu la vie et plus de 700 foyers d'incendie ont été recensés. Dans le nord de l'Espagne (principalement en Galice et dans les Asturies), ces brasiers ont fait quatre morts. En Corse, 2 000 hectares ont brûlé.

Nombre de ces pays d'Europe méridionale ont enregistré un record historique d'incendies de forêts cette année. Au Portugal, plus de 440 000 hectares de terres ont été ravagés par le feu et plus de 110 personnes ont péri, prises au piège par les flammes.

Les feux de forêts sont un phénomène courant et naturel dans la région méditerranéenne et ses écosystèmes, mais les modifications induites par l'homme, en particulier dans la composition des forêts et le type d'agriculture, ont accru la vulnérabilité du territoire méditerranéen aux incendies de forêts qui ne se déclarent plus suivant les cycles naturels, et ont donc des conséquences bien plus tragiques.

Cette situation est le résultat de politiques forestières inadéquates entraînant la désertification des zones rurales, l'abandon du paysage agricole traditionnel diversifié et moins sujet aux incendies, et son remplacement par des forêts de conifères et des garrigues homogènes ou de vastes monocultures inflammables telles que l'eucalyptus. L'expansion incontrôlée des agglomérations et des infrastructures dans les zones naturelles et rurales engendre des risques considérables pour la vie humaine. D'autre part, en Italie, en France, en Espagne et au Portugal, les incendies sont souvent provoqués par des pyromanes ou par la négligence.

Dans une certaine mesure, la Politique agricole commune (PAC) soutient et favorise les grandes entreprises pour leur permettre d'être compétitives sur le marché international. Ce faisant, la PAC tue les petits exploitants agricoles et l'agriculture traditionnelle. Cela conduit

Résolution adoptée par le PVE

non seulement à la désertification des zones rurales, laissées sans surveillance, mais également à la destruction des champs agricoles qui faisaient auparavant office de tampons entre les zones boisées, ralentissant et arrêtant les incendies incontrôlés.

Les feux de forêts sont une tragédie récurrente et la vulnérabilité de la forêt d'Europe méridionale aux incendies constitue un problème de taille. La durabilité des politiques forestières et agricoles est une question fondamentale pour les Verts. Les écologistes portugais négocient en ce moment avec le gouvernement pour juguler l'expansion des étendues d'eucalyptus. La négociation est difficile, mais semble enfin aboutir. La forêt couvre 35 % du territoire portugais et l'industrie forestière pèse lourd dans l'économie du pays. Pour répondre à la demande de cette industrie, l'eucalyptus représente aujourd'hui plus de 26 % de la forêt portugaise. Il s'agit là d'un résultat direct de la promotion de l'industrie papetière en remplacement des bois plus traditionnels que sont le chêne, le châtaigner et le pin maritime (pour les industries de la construction et du mobilier), du chêne liège (et l'industrie du liège qui s'y rapporte), et enfin – et surtout – de l'agriculture traditionnelle portugaise.

En Grèce, plus de 2,2 millions d'hectares de forêt et de terres agricoles ont brûlé au cours des dix dernières années, entraînant des conséquences multiples: perte de biodiversité, pertes humaines, dégâts économiques énormes, mais aussi désertification du sol due à l'érosion et à la perte de structure du sol, à la baisse du niveau des eaux souterraines et aux inondations catastrophiques résultant des phénomènes climatiques extrêmes qui apparaissent de plus en plus fréquemment.

En France, même si la superficie de terres brûlées a diminué depuis les années 1990, grâce au meilleur équipement des pompiers et à l'efficacité des outils de détection et mesures de prévention des incendies, le risque de feux de forêts ne peut que s'accroître.

En Italie, en 2017, plus de 141 000 hectares de terres ont brûlé, soit 316 % de plus que la moyenne de dix dernières années. De 2010 à 2017, la surface des terres brûlées atteint 446 919 hectares. La perte économique s'élève à 900 millions d'euros rien qu'en 2017. Depuis 2010, le total des dégâts dépasse les 9 milliards d'euros. Entre 2000 et 2015, 71 % des incendies ont été provoqués par l'homme. 87 sites naturels d'importance européenne y ont été la proie des flammes. 5 684 personnes ont été incriminées, parmi lesquelles 181 ont été appréhendées en flagrant délit et privées de liberté.

Le budget annuel alloué aux incendies de forêts par l'UE, l'État et les autorités locales s'élève à un demi-milliard d'euros, dont deux tiers sont utilisés pour lutter contre les incendies et un tiers est affecté à leur prévention. Ceci ne prend pas en compte les dégâts environnementaux et le coût de leur réparation.

Dans certains de ces pays, l'appauvrissement des services publics tels que ceux chargés de la surveillance des forêts, surtout en périodes d'austérité, et le manque de moyens

Résolution adoptée par le PVE

techniques pour lutter contre les incendies, ont contribué à affaiblir progressivement la capacité à s'attaquer à ce problème.

Au niveau mondial, 29,7 millions d'hectares ont été détruits par le feu en 2016, soit l'équivalent du territoire de la Nouvelle-Zélande, et 51 % de plus qu'en 2015.

En effet, les températures accrues et la sécheresse exacerbent le risque d'incendie de forêt, car elles allongent la saison propice aux feux et étendent les zones à risque à d'autres zones où il est plus difficile de combattre les flammes. De plus, l'expansion urbaine et le déclin de l'exploitation forestière, qui réduit le déboisement, mettent également nos forêts en danger.

Le changement climatique va ajouter à ce cocktail explosif une fréquence accrue de périodes de sécheresse et de températures très élevées. Aussi, si il est essentiel de mettre en place des mesures d'adaptation telles que le remplacement de l'eucalyptus par des espèces d'arbres plus résistantes au feu, l'atténuation du changement climatique est tout aussi importante.

L'accord de Paris doit être mis en œuvre d'urgence. Des politiques innovatrices et transformatrices doivent être élaborées et mises en place en matière de transports, d'énergie renouvelable et de production de viande. Il est impératif de réduire l'usage des carburants fossiles, de promouvoir efficacement et massivement l'usage des transports en commun, la production alimentaire locale et, à défaut, le transport durable des marchandises, et de réduire la production de viande. Pour ce faire, il est nécessaire de réformer la Politique agricole commune et de soutenir l'agriculture de petite échelle, les petits exploitants agricoles et les marchés locaux.

Les feux de forêts montrent également l'étendue des activités environnementales: si elles ont un impact sur tout le monde, ce sont les moins nantis qui sont le moins en mesure d'affronter leurs conséquences, de défendre leurs biens et de préparer leur avenir après les incendies. Nous devons repenser nos systèmes de solidarité pour qu'ils intègrent les pertes et les dommages consécutifs à la destruction environnementale et qu'ils fassent participer les pollueurs à la réparation des dégâts causés par des activités humaines.

Les Verts européens:

- Expriment leur solidarité avec les familles des victimes et avec les pays affectés par les incendies de forêts;
- Appellent à une plus grande action face aux feux de forêts causés par le changement climatique et les conditions météorologiques extrêmes, en particulier dans la région méditerranéenne, particulièrement touchée et éprouvée. Cela doit être pris en considération pour prévenir et combattre les feux de forêts;



Résolution adoptée par le PVE

- Plaident pour une réforme de la Politique agricole commune de manière à soutenir les petits producteurs agricoles, les cultures locales et les marchés locaux, afin d'assurer la survie des zones rurales;
- Appellent la Commission européenne et les États membres à assurer la cohérence des politiques européennes pour garantir la transition de la PAC du modèle de monocultures agro-industrielles vers le financement de systèmes agricoles riches en biodiversité. Cela reste la manière la plus efficace de prévenir les incendies de forêts;
- Estiment qu'il est impératif de revenir à des forêts originelles mieux acclimatées et plus résistantes aux incendies;
- Plaident pour la possibilité d'exclure du calcul du déficit les dépenses et investissements publics servant à venir en aide aux victimes d'incendies, à reconstruire les zones détruites et à renforcer les services publics;
- Saluent la possibilité nouvelle qu'a l'UE de cofinancer jusqu'à 95 % des efforts de reconstruction liés aux catastrophes naturelles, et demandent qu'une part plus importante des fonds ESI soit consacrée à des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, ainsi qu'à la prévention et à la gestion des risques dans le futur;
- Appellent au renforcement du Système européen d'information sur les incendies de forêt (EFFIS);
- Appellent l'Union européenne à créer un Centre de prévention des incendies avec des fonds structurels;
- Proposent de construire un réseau de Systèmes de sécurité européens pour les questions environnementales et plaident pour le maintien du système de sécurité pour le contrôle de la région;
- Estiment qu'il faut consacrer davantage de ressources aux poursuites des crimes environnementaux;
- Appellent à la prise en considération de nouvelles mesures durant la période critique d'incendies.

/ En cas de doute entre ce texte et la version originale en anglais, [la version anglaise](#) fait foi.